L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. | NOUVELLE-ORLEANS | MERCREDI MATIN, 5 JANVIER 1876. | 49me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS
MERCREDI MATIN 5 JANVIER.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par le shérif, sur les lieux, le contenu de la epicerie sise au No 233 de la rue Royale, coin Hopital.

Faience, plaqué, cantellerie et quincaillerie.—Voir l'annonce d'encan de D. E. Morphy & Son.

Pruneaux imperlés.—Voir l'annonce d'encan de D. E. Morphy & Son.

☞ Achetez vos bonbons dus à 75 cents la livre; vos fruits cristallisés à 50 cents la livre chez Adolphe Lemaire, rue de Chartres, 207 entre Dumaine et Ste-Anne. Voyez l'annonce.

SPECTACLES.

Mercredi, 5 janvier 1876.

VARIETES—A midi et le soir, Trumps, or High, Low, Jack & the Game.

ACADEMIE—A midi et le soir, Trumps, or High, Low, Jack & the Game.

ST-CHARLES—French Spy.—avec Zoé.

La Convention d'Etat.

Les délégués à la convention démocratique doivent se réunir aujourd'hui à midi. Nous avons déjà fait ressortir l'importance du rôle que doit jouer cette convention, et nous pensons que la majorité des délégués se montrera à la hauteur de la mission qu'elle a reçue du peuple. Nous ne mettons pas en doute le patriotisme des délégués; mais nous croyons utile de rappeler à chacun d'eux que de la sagesse des délibérations de cette assemblée dépend le sort de la Louisiane.

La convention a un premier devoir à remplir, c'est de protester au nom du peuple de cet Etat, contre la situation qui lui a été faite par deux interventions fédérales injustifiables qui, à deux reprises différentes, ont mis obstacle à l'expression des volontés clairement exprimées par la majorité des électeurs.

L'accomplissement de ce devoir crée pour la convention la nécessité de s'occuper du compromis conclu l'année dernière. En le faisant, elle doit éviter de causer une division dans les rangs de la démocratie; elle doit se montrer politique et conciliante; mais nous ne voyons pas pourquoi elle hésiterait à examiner clairement les sentiments et les opinions de ses constituants sur la nature, la portée et les effets de ce compromis.

Rappelons en quelques mots la situation. En novembre 1872, le parti conservateur avait réussi à élire tous les fonctionnaires d'Etat et une majorité dans les deux chambres de la législature. Cette élection a été escamotée, volée, pouvons-nous dire, par la connivence d'un juge avec les représentants du pouvoir exécutif fédéral et par l'emploi de la force armée des Etats-Unis. Jamais, à aucune époque, le peuple de cet Etat n'a renoncé à protester contre l'odieuse usurpation accomplie en décembre 1872. Résistance aux taxes, prises d'armes en ville et dans les campagnes, protestations constantes de la presse, tout a été employé pour établir que la Louisiane répudiait l'usurpation et ne s'y soumettait que comme contrainte par une force supérieure. Enfin, le 14 septembre 1874, cette usurpation a été balayée, en quelques minutes, par le souffle populaire, et le pouvoir a été donné au seul entité que le gouvernement Kellogg n'avait aucun appui dans la population. Les baïonnettes fédérales qui l'avaient établi, ont dû intervenir de nouveau pour le restaurer au pouvoir.

Six semaines plus tard, le peuple de la Louisiane protestait encore par ses bulletins de vote, contre le régime arbitraire et illégal qui lui était imposé. Les démocrates, élisaient Mr Moncure trésorier d'Etat par 3865 voix de majorité, 68 représentants contre 39 nommés par les radicaux et 10 sénateurs contre 8 élus par les radicaux. Le bureau des retours, machine de guerre créée par les radicaux pour renverser les résultats du scrutin populaire, fonctionnait alors et donnait aux radicaux une majorité dans la chambre et 10 sénateurs au lieu de 8. Les 18 anciens sénateurs de 1872, maintenus sur les rôles, étaient tous des radicaux et sur les 18 il y en avait 12 qui étaient des usurpateurs.

D'après les résultats du scrutin de 1872 et 1874, la législature devait être composée ainsi : chambre : 68 démocrates et 36 républicains; sénat : 22 démocrates et 14 radicaux. Au lieu de cela, l'usurpation et le bureau des retours la composaient ainsi : chambre : radicaux et 53 démocrates; sénat 28 radicaux et 8 démocrates.

Le gouvernement usurpateur était impuissant à mettre à exécution une pareille supercherie et, une fois encore, les baïonnettes fédérales furent mises au réquisition, pour expulser des salles législatives les représentants élus par le peuple.

Pendant deux mois, une assemblée clairement usurpatrice a siégé à la Maison d'Etat, votant des lois qui ont été promulguées et mises à exécution et qui sont encore en vigueur, disposant des fonds de l'Etat et grevant les contribuables de nouvelles charges. C'est dans cette session qu'a été votée la loi d'assessment, qui coûtera, si elle est maintenue, plusieurs millions de dollars à ceux qui paient les taxes.

C'est à la suite de tous ces scandales, qu'est intervenu le compromis Wheeler, dont il s'agit de déterminer les effets politiques et légaux. Il a eu pour résultat de redonner aux démocrates 60 voix au lieu de 53, et dans le sénat 9 au lieu de 10, pour les élections de 1874.

Sans incriminer les motifs qui ont fait accepter ce compromis par une majorité des conservateurs, qui se sont laissés leurrer par de fausses promesses, la convention a le droit d'apprécier le rôle joué par les instigateurs du compromis, de rechercher la pensée des uns et des autres, et d'examiner quels peuvent être les effets légaux d'un pareil arrangement qui a été, dans la forme et au fond, tout ce qu'il y a de plus extra-légal.

Sans demander à ceux qui ont voté ou accepté le compromis de violer leurs engagements, la convention doit protester au nom du peuple contre l'atteinte qui a été portée aux droits de ceux des élus du peuple qui n'ont pas été admis à siéger.

Elle doit encore protester hautement contre la reconnaissance de tout ce qui a été fait par la législature usurpatrice, pendant le cours de la session régulière.

Elle doit déclarer solennellement que le peuple de la Louisiane n'a jamais acquiescé à ce compromis en aucune façon.

Enfin, elle doit constater que le compromis n'a jamais, dans l'intention de ceux qui l'ont voté, *en d'autre objet* que de régler le droit de siéger des représentants et sénateurs élus en 1874, et rejetés par le Bureau des retours; que le compromis n'a porté, en aucune façon, sur les questions relatives aux élections de 1872, comme le prouve ce fait que l'enquête du comité congressionnel a été restreinte aux élections de 1874.

La convention doit donc réaffirmer et revendiquer le droit du gouvernement McEnery élu en 1872, et celui des 18 sénateurs démocrates élus à la même époque et privés jusqu'ici arbitrairement de leurs sièges.

Ce premier devoir rempli, la convention aura à formuler les vœux du peuple en indiquant les principales réformes politiques et financières qui sont le plus impérativement demandées.

La seconde partie de la mission de la Convention est de prendre les mesures nécessaires pour la réorganisation dans tout l'Etat de la démocratie nationale. Elle doit adopter un programme assez large et assez libéral pour que tous les adversaires sincères du régime radical puissent s'y rallier. Pour la conduite de la campagne, elle devra former un nouveau comité central et l'investir des pouvoirs nécessaires à l'organisation complète du parti. Nous pensons également qu'il appartient à la Convention de nommer les délégués qui devront représenter la Louisiane à la Convention démocratique nationale qui aura à désigner les candidats présidentiels.

Pour accomplir ces divers travaux en deux ou trois jours, les délégués ne devront pas perdre de temps et ils devront éviter les récriminations et les discussions oiseuses.

Nous osons espérer que l'espoir que fonde le parti démocrate, sur le patriotisme et l'intelligence de ses mandataires, ne sera pas déçu.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL.

Message du maire relativement au projet de budget.

ADOPTION DU BUDGET NONOBSTANT L'OPPOSITION DU MAIRE.

Le Conseil se réunit à midi sous la présidence du maire Leeds. Tous les administrateurs sont présents.

Le secrétaire lit un message du maire dans lequel celui-ci désapprouve le projet de budget qui a été annoncé.

Le message est ainsi conçu :

Mairie de la Nouvelle-Orléans,
Hôtel de Ville, 4 janvier 1876.

Au Conseil Municipal de la Nouvelle-Orléans :

Je vous remets sans mon approbation une ordonnance adoptant une estimation des recettes ou revenus de la ville de la Nouvelle-Orléans pour l'année 1876.

Le taux proposé pour la taxation indique que des taxes doivent être prélevées pour la police et les écoles, car autrement, ce taux serait trop élevé si ces taxes n'étaient pas comprises.

D'après un système de centralisation récemment introduit dans cet Etat, le contrôle des écoles et de la police a été retiré aux autorités locales et donné à des Bureaux, qui n'ont aucune responsabilité vis-à vis de cette communauté ou de ses représentants. Ces Bureaux sont autorisés à assesser la ville, sans limite, dans un cas, et dans l'autre cas, sans limite à une époque, mais actuellement avec une limite qui dépasse cependant de beaucoup le montant nécessaire. De cette façon le pouvoir de la taxation sans représentation leur a été conféré.

Croyant que le *self government* local est un de ces droits inaliénables qui font partie du système même de notre gouvernement américain et qui appartiennent en toute propriété au peuple; croyant que l'administration des affaires locales par des fonctionnaires de la localité, et que le droit de prélever les taxes locales par les représentants immédiats par ceux qui sont taxés, sont des privilèges que nous avons hérités de nos ancêtres; convaincu en outre que dans le maintien de ce droit est impliqué un grand principe qui ne peut pas être violé sans danger pour les libertés du peuple, je ne puis pas consentir à ce que les taxes soient imposées, jusqu'à ce que le contrôle des institutions pour le soutien desquelles ces taxes sont prélevées, soit rendu à la ville.

En vertu de ce système de centralisation, des millions de dollars ont été gaspillés, des taxes excessives ont été imposées et une dette énorme s'est accumulée. Et pourtant, les maîtres d'écoles et les *policemen*, qui ont accompli les travaux qui servent de prétexte pour l'imposition de ces taxes, ne plaignent de ne pas recevoir la compensation à laquelle ils ont droit. Les années se sont écoulées et nos citoyens ont espéré en vain obtenir quelque soulagement. Leur espoir a toujours été déçu. Une communauté a bout de forces, incapable d'endurer davantage une pareille taxation, se tourne instinctivement vers vous, les représentants choisis par elle, pour vous demander d'alléger son fardeau.

Je sais fort bien que des lois rigoureuses ont été adoptées, qui exigent que ces taxes soient prélevées. Je sais parfaitement aussi, qu'en vertu de ces lois, le maire et les administrateurs sont exposés à être destitués, s'ils ne s'y soumettent pas; que dans le cas de leur expulsion, des individus, qui ne représenteront pas cette communauté et qui n'auront aucune responsabilité, seront désignés pour les remplacer; et qu'alors, ceux-ci se hâteront d'imposer les taxes en question.

Mais, je suis tellement persuadé, qu'il ne peut y avoir de tyrannie dans un peuple opprimé, à moins qu'on ne lui accorde le contrôle de ses propres affaires, que je considère qu'il est bien préférable que je sois destitué, plutôt que d'agir de façon à violer, le vœu de la communauté, soit expulsé, pour avoir défendu les droits de ses commettants, que de consentir à devenir un simple instrument au pouvoir qu'on extorque des taxes injustes d'une population déjà surchargée.

S'il faut que ces taxes soient imposées, que ce soit au milieu par ceux qui se représentent en aucune façon le peuple, afin que cette grande violation de principe soit visible dans toute sa hideur, et que le blâme puisse s'attacher à qui de droit.

Même s'il n'avait pas le grand principe de *self government* local, compris dans toutes les constitutions et dans toutes les lois, cet article de la constitution de l'Etat, qui dit : que la taxation sera égale et uniforme dans tout l'Etat" semble seul démontrer que la Législature n'a pas le droit de prélever une taxe sur la ville, lorsqu'elle ne la prélève pas sur le reste de l'Etat.

Elle ne peut pas faire indirectement ce qu'elle ne saurait faire directement. Conséquemment, elle ne peut adopter une loi pour exiger, disons 68 démocrates et 14 radicaux, ainsi 22 démocrates et 14 radicaux, sans lien de cela. L'usurpation et le bureau des retours la composaient ainsi : chambre : radicaux et 53 démocrates; sénat 28 radicaux et 8 démocrates.

Le gouvernement usurpateur était impuissant à mettre à exécution une pareille supercherie et, une fois encore, les baïonnettes fédérales furent mises au réquisition, pour expulser des salles législatives les représentants élus par le peuple.

Pendant deux mois, une assemblée clairement usurpatrice a siégé à la Maison d'Etat, votant des lois qui ont été promulguées et mises à exécution et qui sont encore en vigueur, disposant des fonds de l'Etat et grevant les contribuables de nouvelles charges. C'est dans cette session qu'a été votée la loi d'assessment, qui coûtera, si elle est maintenue, plusieurs millions de dollars à ceux qui paient les taxes.

C'est à la suite de tous ces scandales, qu'est intervenu le compromis Wheeler, dont il s'agit de déterminer les effets politiques et légaux. Il a eu pour résultat de redonner aux démocrates 60 voix au lieu de 53, et dans le sénat 9 au lieu de 10, pour les élections de 1874.

Sans incriminer les motifs qui ont fait accepter ce compromis par une majorité des conservateurs, qui se sont laissés leurrer par de fausses promesses, la convention a le droit d'apprécier le rôle joué par les instigateurs du compromis, de rechercher la pensée des uns et des autres, et d'examiner quels peuvent être les effets légaux d'un pareil arrangement qui a été, dans la forme et au fond, tout ce qu'il y a de plus extra-légal.

Sans demander à ceux qui ont voté ou accepté le compromis de violer leurs engagements, la convention doit protester au nom du peuple contre l'atteinte qui a été portée aux droits de ceux des élus du peuple qui n'ont pas été admis à siéger.

Elle doit encore protester hautement contre la reconnaissance de tout ce qui a été fait par la législature usurpatrice, pendant le cours de la session régulière.

Elle doit déclarer solennellement que le peuple de la Louisiane n'a jamais acquiescé à ce compromis en aucune façon.

Enfin, elle doit constater que le compromis n'a jamais, dans l'intention de ceux qui l'ont voté, *en d'autre objet* que de régler le droit de siéger des représentants et sénateurs élus en 1874, et rejetés par le Bureau des retours; que le compromis n'a porté, en aucune façon, sur les questions relatives aux élections de 1872, comme le prouve ce fait que l'enquête du comité congressionnel a été restreinte aux élections de 1874.

La convention doit donc réaffirmer et revendiquer le droit du gouvernement McEnery élu en 1872, et celui des 18 sénateurs démocrates élus à la même époque et privés jusqu'ici arbitrairement de leurs sièges.

Ce premier devoir rempli, la convention aura à formuler les vœux du peuple en indiquant les principales réformes politiques et financières qui sont le plus impérativement demandées.

La seconde partie de la mission de la Convention est de prendre les mesures nécessaires pour la réorganisation dans tout l'Etat de la démocratie nationale. Elle doit adopter un programme assez large et assez libéral pour que tous les adversaires sincères du régime radical puissent s'y rallier. Pour la conduite de la campagne, elle devra former un nouveau comité central et l'investir des pouvoirs nécessaires à l'organisation complète du parti. Nous pensons également qu'il appartient à la Convention de nommer les délégués qui devront représenter la Louisiane à la Convention démocratique nationale qui aura à désigner les candidats présidentiels.

Pourquoi l'avoir destitué? Est-ce parce qu'il est trop respectable; parce qu'il n'est pas *assez zélé radical*; ou bien parce qu'il ne voulait pas négocier ses devoirs de policier pour aller *politiquer* dans les assemblées de ward?

Les capitaines Schreiber et Robinson ont prouvé qu'ils étaient des officiers consciencieux, habiles, et en somme très acceptables.

Pourquoi les avoir destitués aussi?

Sans doute pour à peu près la même raison.

Deux officiers se sont compromis dans une rixe de cabaret, et de gardiens de la paix qu'ils étaient ont donné l'exemple du désordre et de l'insubordination.

Nous voulons parler du capitaine Montamat et du sergent McCann; pourtant ce sont justement ces deux hommes, qui, après avoir été expulsés, viennent d'être réintégrés dans le corps de la police.

Au premier, on donne le poste de capitaine du 5ème précinct, et on envoie le second au sixième precinct comme sergent.

Voilà des changements bien extraordinaires, on l'avouera!

Si le bureau des commissaires de police *daignait* donner une explication au public, nous saurions alors, le motif qui l'a fait agir; mais il ne *daignera* sans doute pas, car le motif n'est probablement pas avouable.

Heureusement que nous n'avons pas longtemps à attendre avant que la police métropolitaine soit abolie conformément au vœu populaire.

L'élection de directeurs du chemin de fer de Carrollton.

La liste de l'opposition a triomphé dans l'élection qui a eu lieu lundi, pour les directeurs de la compagnie du chemin de fer de Carrollton. Voici les chiffres du scrutin ; le total des actions étant de 8000.

W. Van Benthuysen	6704
L. B. Caio	6704
Richard Flower	6523
Carl Kohn	5958
F. J. Gasquet	6539
I. E. Glenny	3504
J. Bayle	3429
I. Green	3429
G. T. Beauregard	3366
L. Grunewald	3360
A. Levi	3285
Thomas A. Adams	3210

Les quatre premiers noms étaient sur les deux listes, les quatre qui suivent constituent avec ceux la nouvelle direction.

La compagnie du chemin de fer Carrollton va perdre par ce vote les services d'un homme qui est, en même temps, qu'un des ingénieurs les plus distingués des Etats-Unis, un administrateur habile, honnête et consciencieux. Nous sommes sûrs que les actionnaires n'aient pas à regretter le changement, comme c'est le cas pour les anciens actionnaires du chemin de fer de Jackson.

Comité central des propriétaires fonciers.

Le comité central des propriétaires fonciers s'est réuni hier soir, à la salle Grunewald, sous la présidence de Mr Archibald Mitchell.

Une résolution favorisant le projet de construction du chemin de fer de la Nouvelle-Orléans et du Pacifique sans le secours de la Législature, a été présentée par Mr Armstrong et a été adoptée.

Une communication de plusieurs citoyens d'Algier a été lue, dans laquelle les signataires demandent que la Ville d'Algier de la nouvelle charte de la ville sera créé, le comité central des propriétaires séparé municipalité d'Algier et celle de la Nouvelle-Orléans, de façon à former deux corporations distinctes, comme l'est déjà le cas antrefois.

Les signataires déclarent qu'ils sont taxés injustement pour payer l'ancienne dette de la Nouvelle-Orléans, dont ils n'ont dérivé aucun profit, puisqu'à l'époque à laquelle cette dette a été contractée, ils n'avaient pas encore été annexés à la Nouvelle Orléans. Ils disent encore que les dépenses de la Nouvelle-Orléans sont trop fortes pour les citoyens d'Algier, et que ceux-ci administreraient mieux avoir une municipalité distincte.

La communication est signée par les citoyens suivants :

O. O. Melaun, F. Valette, O. F. Valette, N. Keyelin, Jno. Armond, G. W. Girard, Jno. F. Follette, N. Armand, T. H. Jones, J. G. Dyer, Geo. Herbert, N. Glasser, Wm. Barrazin, H. Langley, P. Monk, G. Gurry, J. Mullany, Wm. Thompson, M. Abascal, A. B. Segers.

Mr. Moran, président du comité sur les revenus de l'Etat, a consulté un long rapport qui a été lu et référé au comité général.

Mr Scanlan a soumis aussi un document des plus volumineux, divisé en trente-deux sections, intitulant de la manière de régler le Bureau des assesseurs, qui a été référé également au comité général.

Le docteur Thibaut a présenté une résolution demandant que le paiement des taxes de 1875 quittance soit donnée de toutes les taxes arriérées qui sont dues, et que des mesures soient prises pour opérer la rédemption des propriétés qui ont été vendues pour taxes.

Après d'autres débats sans grande importance la séance a été levée.

Le nouveau Grand Jury.

Un nouveau Grand Jury a été composé pour le terme de trois mois, commençant le 1er janvier 1876 et finissant le 31 mars de la même année.

Voici les noms des membres :

E. D. Willet, Prés.	Rufus S. Rickey,
Charles Joubert,	O. C. Blandin,
Oscar Elmore,	W. H. Finnegan,
John Astredo,	John W. Stith,
Léon Postiliol,	John King,
F. P. Farnell,	M. F. Creagh,
John W. Fairfair,	Timothy Doherty,
Paul Bruce,	Gustavus Lauer.

TEMPERATURE.—4 Jan. 1876

Thermomètre de C. DUHAMEL, opticien.

	Fahrenheit.	Centigrade.
6 A. M.	54	12
12 M.	70	21
3 P. M.	73	22
6 P. M.	65	18

CHARLES J. LEEDS,
Maire.

Après lecture du noble message du maire, Mr Brown, administrateur du département des comptes publics, fait la motion d'adopter l'ordonnance tirant une estimation des recettes de la ville pour l'année 1876, nonobstant l'opposition du maire, et sa motion est seconde par Mr Burke, administrateur du département des améliorations.

La question ayant été posée, le budget est adopté par le vote suivant :

Pour l'adoption : Bertoli, Brown, Burke, Landry, McCarthy, Pilsbury.

Contre l'adoption : L. Bouny.

Mr. Brown, administrateur du département des comptes publics, présente son rapport de la semaine, comprenant plusieurs ordonnances relative à des règlements de comptes, qui sont approuvées sans difficultés.

Mr. Pilsbury, administrateur du département des finances, soumet un rapport des recettes et des dépenses de la ville pendant l'année 1875.

Le total des recettes est de $4,402,322 26. Le total des dépenses est de $4,311,191 90, laissant un reliquat de $12,571 64. Plusieurs pétitions sont présentées et référées.

Après quelques débats peu importants le Conseil s'ajourne.

Changements extraordinaires dans la police métropolitaine.

En vertu de la nouvelle loi promulguée dimanche dernier dans le journal officiel, sous la signature de W. P. Kellogg, agissant comme gouverneur de la Louisiane, le Bureau des commissaires de police a eu une séance spéciale avant hier, dans laquelle il a été décidé que les salaires de tous ceux qui font partie de la police, quelles que soient leurs fonctions, seront réduits de dix pour cent.

Toutes les parties intéressées doivent se soumettre à cette loi, depuis les commissaires et le surintendant lui-même, jusqu'aux capitaines des différents précincts et tous les agents en général.

Il faut que le Bureau de police, composé d'ailleurs d'hommes très peu dignes de la confiance publique, ait été pris au vif, car il s'est conduit d'une manière si peu sensée, qu'on a lieu de croire que son intention est de braver l'opinion publique et de faire montre de son dépit.

Les hommes respectables sont assez rares dans la police, telle qu'elle est actuellement composée; il semble cependant que l'on prenne à tâche de les éliminer, peut-être à cause même de leur respectabilité, pour les remplacer par des hommes peu ou point considérés.

Le capitaine Malone, chef du service de sureté, appartenant depuis vingt-huit ans au corps de la police, vient d'être destitué sans la moindre raison apparente, ainsi que les capitaines G. J. Schreiber et B. Robinson, qui ont toujours essayé de remplir consciencieusement leurs devoirs de policiers; tandis que le capitaine Montamat et le sergent McCann, malgré la scène scandaleuse de la rue Royale, ont été réintégrés avec honneur.

On se demande vraiment si les commissaires du Bureau de police, en vue de leur destitution prochaine, ont perdu complètement la tête.

Comment, lorsque toute la population de la Nouvelle-Orléans se plaint d'être obligée de soutenir une police, qui est la garde prétorienne au gouverneur *de facto* et qui n'est contrôlée en aucune façon par l'administration de la ville, c'est par une dérision bravade qu'on répond à la voix unanime du peuple!

Messieurs les commissaires n'ont peut-être pas réfléchi que l'opinion publique commence à compter pour quelque chose dans notre ville, malgré toutes les tentatives qui ont été faites pour la supprimer entièrement.

Leur étrange conduite a soulevé contre eux une indignation générale, et le *Republicain* même, l'organe officiel du radicalisme, leur en demande un compte sévère.

Le capitaine Malone est justement considéré comme un *detective* habile et expérimenté, en même temps que comme un homme droit et ferme.

L'orateur a alors voté pour la suspension du règlement.

Mr Hahn demande que l'effet de la résolution soit borné seulement à ceux qui n'ont pas encore été soumis à une enquête.

Mr Wiltz juge qu'il est de son devoir d'agir ainsi et demande le dépôt de l'amendement sur la table, ce qui est voté par 60 contre 40.

Un membre revient sur la question, mais Mr Ray demande que tout le monde soit soumis à une enquête, depuis le gouverneur jusqu'au dernier constable, s'ils sont accusés, et il espère qu'il sera soutenu par tous les républicains de la chambre.

La résolution est alors adoptée sans division.

Le rapport fait à la session extraordinaire, et signé par Charles V. Lowell, président, E. E. Kidd, John Young, disait que dans l'opinion de ce comité les charges n'étaient pas soutenues contre Stewart, du Tensas, Yorke, de Carroll, Matthews, de Tensas, et E. W. Dewees, de la Rivière Rouge, et le comité demanda à être déchargé.

M. Murrell demande qu'un nouveau partage de sièges législatifs soit fait suivant le dernier recensement.

M. Kidd répond qu'il n'y a pas de recensement devant la Chambre ainsi que cela est requis par la Constitution.

Plusieurs membres disent qu'ils ont sur leurs tables le recensement sous forme de brochure.

M. Hahn dit que la Chambre ne peut passer aucun bill avant que cela ne soit réglé.

M. Kidd demande un comité de cinq pour examiner préalablement le recensement et pour voir s'il est correct.

M. Hahn n'étant pas prêt à répondre à cette objection demande l'ajournement et l'ajournement est voté.

M. Levissee présente une résolution suivant laquelle tous les membres de la Chambre rempliront leur mandat gratis, excepté ceux qui auront habité pour frais de route ni pour frais de séjour, ni pour salaire. La résolution est déposée.

On reçoit deux messages du gouverneur. L'un met un veto sur le bill pour changer le ressort de juridiction dans l'affaire de Newton, meurtrier de Bourdonnay, et l'autre met son veto sur le bill qui permet le payement des taxes en bons d'Etat ou en warrants. Les deux messages sont déposés sujets à appel.

Mr. Lowell se lève pour une affaire de privilège et dit qu'il n'était pas présent quand on a proposé une enquête sur l'accusation de corruption contre lui, mais que loin de s'y opposer il l'eut favorisée de toute son influence. Il demande que l'enquête couvre tout ce qui peut lui être imputé.

Mr Wiltz, en conséquence, propose un amendement conforme aux vues de Mr Lowell et sans s'occuper d'autres affaires la chambre s'ajourne à demain.

LA FLOTTE DE LA COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE.—La flotte de la Compagnie comprend 22 bâtiments, trois, l'Amérique, la France et le Labrador, qui vient d'être transformé, ont cent vingt mètres de long sur plus de treize de large et près de douze de creux. Les machines —à hélice—ont une force de 900 chevaux. Les constructeurs ont pu merveilleusement aménager ces immenses navires pour le confortable des passagers.

Après ces trois navires, qui font le service des Etats Unis avec escale à Plymouth, viennent le Canada (qu'on transforme en ce moment) et la Ville de Paris, le célèbre marcheur le Pérou. Ces trois bâtiments, affectés aussi à la ligne de New York, mesurent, le Canada, 111 mètres de long, le Pérou 120 et la Ville de Paris 105. La machine est, comme pour les trois premiers navires, de 900 chevaux.

Citons ensuite le Saint-Laurent, que l'on vient également de transformer.

La ligne des Antilles est desservie par le Washington, (105 mètres), la Ville de Bordeaux, la Ville de Brest, la Ville de Saint-Nazaire, la Ville de Saint-Pierre, la Martinique, la Desirade, la Caravelle, la Guyane, le Cacique, le Caraïbe et la Sonora.

Tous ces bâtiments, sauf deux, sont à hélice et non moins bien aménagés que les autres.

La Compagnie, qui cherche toujours le moyen de rendre plus agréable la traversée, va prochainement vient d'avoir deux idées excellentes :

La première, c'est de mettre à bord de ses bâtiments de la ligne des Antilles des bains publics portant, cependant, à bord des steamers de la ligne des Etats-Unis, des douches garnant anglais. La seconde, c'est d'établir un four à pain, à bord du Washington et de la Colombie, des essais pour la fabrication, à bord, des eaux gazeuses et des glaces et des bords.

Les paquebots de la Compagnie sont, pour la plupart, munis d'appareils à gouverner à vapeur. Ces appareils sont placés au centre du navire, à proximité du capitaine et de l'officier de quart, qui se trouvent ainsi en mesure, au cas de rencontre à la mer, de faire exécuter presque instantanément toute ordre.

Enfin, chaque bâtiment est muni de feux d'un nouveau modèle, établis par M. Barbier-Fenestre, et d'une portée de dix milles par temps clairs.

Nous extrayons les lignes suivantes du compte-rendu d'un journal français, *l'Industrie Progressive*, de l'exposition de Paris :

SECTION DES ARTS LIBÉRAUX.

LES PIANOS de M. HENRI HERZ, à PARIS, rue de la Victoire 48.—Cette maison qui est réputée d'ancienne date dans la fabrication des pianos, et qui occupe l'un des rangs les plus honorables dans cette industrie exposé :

Un grand piano à queue, pour concert, construit en ébène avec ornements en bronze ciselé et doré.

Un piano demi modèle, à queue, en palissandre et désigné sous le nom de petit modèle C.

Un grand piano oblique, en ébène, avec garnitures en bronze.

Puis, un autre piano, oblique, en ébène également, avec consoles et panneaux sculptés.

Et enfin deux pianos droits, l'un en palissandre, et l'autre en ébène et de petit modèle.

Tout le monde sait aujourd'hui que M. Henri Herz, artiste d'un talent bien établi, ne s'est pas borné à cultiver l'art seul, mais a cherché à appliquer ses connaissances spéciales, ses hautes études musicales et son savoir à l'industrie qui s'y rattache; pianiste distingué, il lui a été facile de devenir un fabricant de pianos aussi éminent qu'habile.

Cette maison a donc pu légitimement acquérir, pour les qualités hors ligne de ses pianos, la grande médaille d'honneur, à Paris, dès 1855, un prize-medal en 1862, à Londres, suivi de la croix d'officier de la Légion d'Honneur, un diplôme d'honneur *hors concours* à l'exposition de Paris de 1867, sans parler de nombreuses médailles et des diplômes d'honneur qui lui ont été accordés dans toutes les expositions départementales.

Nous pourrions essayer de faire ressortir les mérites principaux des pianos que la maison Henri Herz expose au palais de l'Industrie, mais cette tâche difficile et minutieuse a déjà été remplie avec tant de précision et d'autorité, par le savant rapporteur officiel d'une précédente exposition, que nous lui céderons la parole, parce qu'il nous est bien évident que nous ne saurions mieux dire que lui.

Parlant de la fabrication des pianos, M. Fetis s'exprime ainsi :

"..... Il y avait un problème complexe à résoudre : produire dans toute l'étendue du piano un son à la fois nourri, large, plein, moelleux et clair, qui, dans quelque condition que ce soit, de près comme de loin, dans un salon comme dans une vaste salle, ait de la puissance sans bourdonnement, de la douceur sans mollesse, et de l'éclat sans sécher-se. Ce problème, dont la solution a semblé longtemps une utopie, a été résolu de la manière la plus complète et la plus heureuse par M. Henri Herz, dans les pianos à queue, de grand et de petit format, qu'il a mis à l'Exposition, et d'une manière relative dans ses pianos demi obliques de grande et de moyenne dimension.

"A l'audition des grands pianos exposés, faite dans la salle des concerts du Conservatoire, un de ces instruments a frappé le Jury d'étonnement et fixa particulièrement son attention. Plusieurs épreuves de comparaison furent faites, et toujours le même instrument emporta les suffrages unanimes du Jury. Il portait le No 9.

"Dans la séance suivante consacrée à l'examen et à l'audition des pianos à queue de petit format, un instrument de cette espèce se distinguait aussi des autres, sous le rapport de la sonorité, par une supériorité incontestable. Le résultat des diverses épreuves auxquelles ce piano fut soumis lui conserva toujours le premier rang, à l'unanimité des votes du Jury. Il portait le No 23.

"Enfin, dans la séance du 17 août, pendant laquelle les pianos demi-obliques de diverses dimensions furent entendus et examinés avec les instruments numérotés 30 et 40 obtinrent, à l'unanimité des suffrages, la première et la cinquième place dans la première série, sur 73 pianos de cette espèce."

"A l'ouverture des listes qui suivit le concours, on reconnut que les quatre pianos dont il vient d'être parlé sortaient des ateliers de M. Herz. En présence d'un si beau succès, le Jury, dans sa séance du 31 août, a accordé à l'unanimité, à cet artiste industriel, *le premier rang du concours* sous le rapport du volume et de la qualité de son."

Dans le même rapport, après avoir fait remarquer les inconvénients qui résultent de diverses constructions et dispositions en fer dans les pianos droits, l'auteur ajoute :

"Mieux inspirés, d'autres facteurs ont fait disparaître de leurs instruments tout appareil métallique, cherchant le principe de solidité dans la disposition de la charpente. A leur tête se place M. Henri Herz, dont les pianos demi-obliques ont eu à l'Exposition une incomparable supériorité sur tous les instruments du même genre; aussi ont-ils été mis *hors ligne* dans le concours."

Nos lecteurs jugeront par ces citations, si nous pouvions avoir mieux à dire sur les pianos de la maison Henri Herz.

UNE RÉFLEXION JUSTE.—Nous lisons dans le *Patrie* :

La coalition du parti légitimiste avec le parti républicain dans les élections sénatoriales, coalition qui a produit l'accouplement sur les mêmes listes de noms jurant absolument de se trouver ensemble, est l'objet des appréciations les plus sévères de la part des personnes qui, par leur position ou leur nationalité, doivent être réputées tout à fait désintéressées dans l'affaire.

"Combien, nous disait hier à cet égard un étranger de distinction, il est regrettable que l'Assemblée nationale n'ait pas laissé au maréchal de MacMahon le soin de nommer ces soixante-quinze sénateurs : elle n'eût pas donné au monde un spectacle aussi triste et aussi nuisible à sa considération politique!"

—5—

Les éléments des os, de la cervelle et des muscles.—La nourriture contient les éléments des os, de la cervelle et des muscles et dans une constitution bien entretenue, la formation de ces constituents corporels n'est interrompue ni jour ni nuit. D'autre part, quand la digestion ou l'assimilation est imparfaite, la formation éprouve des obstacles et les éléments destructeurs n'étant pas contrariés par le procédé réparateur de la nature, le système est menacé d'une ruine prochaine. Les "Hostetter's Stomach Bitters" sont particulièrement propres à détruire les causes qui mènent à une décadence prématurée des énergies vitales, écartant tous les obstacles à une complète digestion ou assimilation de la nourriture, et empêchant la déperdition des forces physiques. Pour la diminution des forces résultant des maux, ces bitters sont le meilleur de tous les remèdes et leurs effets fortifiants sur le système les mettent à même de braver les influences atmosphériques qui engendrent les fièvres d'infection.

Marié, marui, 28 décembre 18 5, à la résidence de Mr A. Miltenberger, par le Révérend père Roux-i, mademoiselle EMMA FORTIER à ERNEST MILTENBERGER, tous deux de cette ville. Pas de cartes.

Décédé, hier matin à 9 heures, à l'âge de vingt-un et sept mois, VICTOR RAGOT, natif de la Nlle-Orléans. Ses amis et connaissances, ainsi que ceux de la famille, sont priés d'assister aux funérailles, qui auront lieu aujourd'hui, mercredi à 9 heures, le convoi partira de la maison mortuaire, No 1 rue Bourbon, entre Toulouse et St-Pierre.

Société Française de Bienfaisance et d'Assistance Mutuelle de la Nouvelle-Orléans.—Décédé hier à l'Hospice A. M., à l'âge de vingt-neuf ans, le sociétaire EUGÈNE CUNY, né à Montreuil, France.

MM. les sociétaires sont invités à assister aux funérailles qui auront lieu CE MATIN, à 10 heures. Le corps est déposé à sa dernière demeure rue St Louis 93.

Par ordre du Président, J. SCHWEITZER, L. SIMON, Secrétaire.

Bureaux de Mutual Aid and Benevolent Life Insurance Association, au No 19 de la rue du Camp.—Nouvelle-Orléans, 4 janvier 1876.—Avis est donné aux membres de la société de la mort de T. J. Hesler, décédé, à la Nlle-Orléans, le 30 août 1875. La mort de Mr Chambers, décédé, à la Nlle-Orléans, le 14 septembre 1875; de la mort de Richard Hurd, décédé, à la Nlle-Orléans, le 2 novembre 1875. Il sera fait un dépôt de ces différents, sous autre avis, aux bureaux de la société, No 19 de la rue du Camp, pour payer $1,25 sur chacun de ces décès, dès au 12 février 1876, à 4 heures de l'après midi.

H. W. YOUNG,
3janv—as 9 Secrétaire.

Entrepôt de Tapis et de Rideaux

VENTE EN GROS ET EN DETAIL.

No 17 DE LA RUE DU CHARTRES

TAPIS—Axminster, Velours, Bruxelles, etc.
TOILES CIRÉES—anglaises et américaines.
NATTES—blanches, à carreaux et fantaisies.
STORES—Couverture de Tables et de Pianos
ETOFFES A RIDEAUX et à MEUBLES.
BROCATELLES, COTELINES, Reps, etc.
BURLAPS, par balle, pièce ou verge.